



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Mediacritique-s-no7-avril-juin-2013-Medias-de-demobilisation-sociale>

# Médiacritique(s) n°7 (avril-juin 2013) : « Médias de démobilisation sociale »

- Notre association - Nos médias - Médiacritique(s) -



Date de mise en ligne : mardi 9 avril 2013

Date de parution : 3 avril 2013

## Description :

Quand médias et journalistes se posent en gardiens de l'ordre public (contre les « extrémistes ») et en défenseurs de l'intérêt général (contre les « corporatistes »).

---

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

---

Le n°7 du magazine trimestriel d'Acrimed, sur 40 pages, est sorti de l'imprimerie le jeudi 4 avril 2013. Depuis le 3 avril 2013, les nouvelles commandes et les nouveaux abonnements concernent ce numéro.

Comme les précédents, ce numéro ne sera pas diffusé dans les kiosques et ne sera disponible que dans quelques librairies. Par La Poste et par nos soins, chaque numéro isolé ne vous coûtera que 5 euros, frais de port inclus. L'abonnement pour un an et 4 numéros ? 15 euros tout compris. Commandes et abonnements : [c'est ici](#).

Le n°7 sera envoyé le 9 avril 2013, grâce à un envoi groupé et moins onéreux pour nous : vous contribuerez ainsi à l'accroissement de nos improbables bénéfices. Mais soyez patients avec La Poste... En attendant, nous vous offrons d'ores et déjà, en exclusivité mondiale, la « Une », le sommaire et la présentation du dossier.



## SOMMAIRE

- 4. ARTE FAIT SA TÉLÉRÉALITÉ
- 7. « L'AFFAIRE SÉRALINI »
- 11. STAGIAIRE À SLATE AFRIQUE
- 13. ARMSTRONG EST DÉSOLÉ.  
ET FRANCE 2 ?

### 15-31. MÉDIAS ET MOBILISATIONS SOCIALES

En direct des ondes patronales  
- Lexique pour jours de grève -  
Elkabbach interrogé - France 2 défend  
les plantes vertes de PSA - Pascale  
Clark interrogé - *Le Figaro* hanté  
par les casseurs - La mobilisation  
des enseignants corporatistes - La  
mobilisation des fonctionnaires  
privilegiés - Supplique pour être  
interrogé par David Pujadas

- 32. À QUOI SERT RMC ?
- 34. QUAND LA BNF PRIVATISE  
LE DOMAINE PUBLIC
- 36. LE DOCUMENTAIRE, GENRE  
MALTRAITÉ PAR LA TÉLÉ  
(entretien avec J. Chidlovsky)



# MOBILISATIONS MÉDIATIQUES CONTRE MOBILISATIONS SOCIALES

*Médias et mobilisations sociales : la morgue et le mépris ?* Ce petit livre d'Acrimed, paru en 2007 [\[1\]](#) n'a rien perdu de son actualité. Les zéloteurs de « LA » réforme (quelle qu'elle soit...) n'ont pas cessé d'imposer leur « pédagogie » ; les pacificateurs des conflits sociaux ont continué à remplir la mission qu'ils se sont attribuée. Ainsi vont les formes dominantes du journalisme et en particulier du journalisme de commentaire. Mais la gravité de la crise économique et de ses conséquences sociales rend particulièrement visibles (et difficilement supportables) ces travers. Sans doute tous les journalistes et tous les médias ne peuvent-ils pas être mis dans le même sac. Mais pourquoi faudrait-il en tirer argument pour s'agenouiller devant les molosses et les toutous les plus bruyants ?

Les pages qui suivent sont successivement dédiées à d'émouvants exemples de ces médias et journalistes qui se

posent en gardiens de l'ordre public (contre les « extrémistes ») et en défenseurs de l'intérêt général (contre les « corporatistes »). Les « extrémistes » (ou ceux qui menacent de le devenir...), ce sont les salariés qui, en lutte contre les fermetures d'entreprise, ne sont pas suffisamment « raisonnables » pour accepter de négocier à bas prix leur licenciement. Quelques propos véhéments ou quelques pots de fleurs jetés à terre témoignent de la violence de certains salariés - sans que la violence patronale soit jamais évoquée comme telle. Le spectre des « casseurs » hante les cerveaux de doux commentateurs. Et quand on interroge des représentants des salariés, on les soumet à un interrogatoire. Les « corporatistes » (ou ceux qui sont soupçonnables de l'être...), ce sont, par exemple, ces enseignants qui osent prétendre qu'ils ne sont pas les plus mal placés pour avoir leur avis sur l'intérêt des écoliers ou ces fonctionnaires qui refusent que l'on présente comme des « privilèges » des avantages sociaux dont devraient également bénéficier les salariés du privé.

Sans doute le mauvais traitement médiatique que les enseignants du primaire ou les salariés de la fonction publique ont eu à subir a-t-il été d'inégale gravité. Et qui aurait eu le loisir, l'envie et la patience de tout lire, tout écouter et tout voir serait sans doute parvenu à se forger une vision d'ensemble et à recueillir des informations détaillées sur la réforme proposée, la concertation qui l'a précédée, et la mobilisation qu'elle a entraînée. Mais ce citoyen-là est un citoyen imaginaire. Le citoyen ordinaire doit se contenter d'un ou deux médias pour s'informer : il n'en retirera bien souvent qu'une vision tronquée, celle d'une grève ou d'une manifestation incompréhensible et injustifiée. Et ce pour n'importe quelle « réforme » qui a l'heur de plaire à l'éditocratie.

---

[1] Et que l'on peut toujours commander [ici](#).